



MAPA – T.I.C. – 25PA0003 Entretien et Maintenance des onduleurs

Cahier des Charges Administratives Particulières - CCAP

**Caisse d'Allocations Familiales de
la Guadeloupe et de Saint-Martin**

Parc d'Activités La Providence
ZAC de Dothémare
97139 Les ABYMES

MARCHÉ PUBLIC

Techniques de
l'information et de la
communication

Table des matières

Article 1 - Objet du marché	4
Article 2 – Décomposition du marché	4
2-1 –Allotissement	4
2-2-Forme du contrat	4
2-3-Sous-traitance	5
2-4-Réalisation de prestations similaires	5
Article 3 – Pièces constitutives et obligations	6
3-1- Pièces contractuelles du marché	6
3-2- Assurances	6
3-3- Réparation des dommages	6
Article 4 – Durée, délai, pénalités	7
4-1-Durée du marché/ Délai d'exécution	7
4-2- Délai d'exécution	7
4-2-Pénalités	8
4-2-1 Pénalité pour travail dissimulé	9
Article 5 – Conditions Financières	9
5-1-Contenu des prix	9
5-2- Modalités de variation des prix	10
5-3-Modalités de règlement	11
5-3-1- Etablissement des factures	11
5-3-3- Délais global de paiement	11
5-3-4- Paiement des cotraitants	12
5-3-5- Intérêts moratoires	12
Article 6 - Conditions d'exécution des prestations	12
6-1-Nature des prestations	12
6-2-Lieu d'exécution	13
6-3-Visite d'entretien	13
Article 7 - Garantie	13
Article 8 - Vérifications	13
8-1 Décision après vérification	13
8-2 Décision après vérification	14
Article 9 – Résiliation	14
9-1 Conditions de résiliation	14
9-2 Redressement ou liquidation judiciaire	14

Article 10 - Litiges et différends	15
Article 11 - Dérogations aux documents généraux	15

Article 1 - Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

Le présent marché concerne la maintenance préventive et corrective des onduleurs dédiés à l'informatique des différents sites de la CAF Guadeloupe.

Le présent marché prévoit :

- La maintenance préventive (1 visite annuelle programmée par site minimum),
- La maintenance corrective (interventions à la demande en cas de dysfonctionnement),
- Les prestations associées au cycle de gestion du parc des onduleurs (installation d'un nouvel onduleur hors échange standard, de déplacement d'un onduleur existant et raccordement sur un nouveau site, déplacement d'un onduleur et conditionnement pour stockage sur un nouveau site, récupération et destruction d'un onduleur),
- Les prestations ponctuelles (Réalisation de diagnostics, de corrections de branchement, de réglages ou de paramétrages des matériels etc.).

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté en partie forfaitairement (maintenance préventive) et en partie au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur (maintenance corrective et prestations associées).

Article 2 – Décomposition du marché

2-1 –Allotissement

La procédure est décomposée en 3 lots, chacun traité par marché séparé :

Lot 1 : Maintenance des onduleurs sur les sites : du Siège, du centre Ep'Opé, du centre de Basse-Terre

Lot 2 : Maintenance de l'onduleur au centre Marie-Galante

Lot 3 : Maintenance de l'onduleur au centre de Saint-Martin

Les candidats peuvent répondre à un seul lot, à plusieurs lots ou à tous les lots.

2-2-Forme du contrat

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Il s'agit d'un accord-cadre à prix mixtes avec une partie forfaitaire pour les prestations de maintenance préventive des onduleurs et une partie unitaire pour les prestations de maintenance corrective et prestations associées.

La partie traitée à prix unitaires donnera lieu à l'émission de bons de commande en fonction de la survenance du besoin.

L'exécution du contrat sera notamment soumise aux textes suivants, ainsi qu'à toute autre réglementation afférente à son objet :

Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux Marchés Publics des Technique de l'Information et de la Communication (CCAG-TIC) (Arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 30 septembre 2021).

2-3-Sous-traitance

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants et de l'agrément de leurs conditions de paiement par le maître d'ouvrage.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R. 2193-1 du code de la commande publique et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La nature des prestations sous-traitées ;
- Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- Le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- Les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- Le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le candidat s'appuie.

2-4-Réalisation de prestations similaires

Le pouvoir adjudicateur pourra confier au titulaire de l'accord-cadre, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet la réalisation de prestations similaires. La durée pendant laquelle un nouvel accord-cadre pourra être conclu ne peut dépasser 3 ans à compter de la notification du présent accord-cadre.

Article 3 – Pièces constitutives et obligations

3-1- Pièces contractuelles du marché

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAGS TIC, le marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- le Règlement de la consultation (RC) et son annexe,
- le CCAP (cahier des clauses administratives particulières),
- le CCTP ses éventuelles annexes,
- Annexe 1 au CCTP « Parc des onduleurs,
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) des marchés publics techniques de l'information et de la communication (approuvé par l'arrêté du 30 Mars 2021) ;
- les actes d'engagement (AE) et leurs annexes - Cadre de réponses (BF/BPU/BD/CT)
- le Cadre de réponse RSE
- l'attestation de visite

3-2- Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

3-3- Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître d'ouvrage, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution, sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service.

Les dommages de toute nature, causés par le maître d'ouvrage, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du maître d'ouvrage.

Article 4 – Durée, délai, pénalités

4-1-Durée du marché/ Délai d'exécution

La durée du marché est fixée à 12 mois et est reconductible 3 fois par période de 12 mois, par tacite reconduction sans que la durée puisse excéder les 48 mois.

Le Titulaire ne peut refuser la reconduction, ni prétendre au versement d'une quelconque indemnité en cas de non-reconduction.

4-2- Délai d'exécution

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-TIC.

Nature des prestations	Point de départ	Délais de réalisation maximum imposés
<u>Maintenance préventive</u>	Planning validé par l'organisme	Respect du calendrier fixé
<u>Maintenance corrective</u> Délai de prise en charge d'un signalement	Appel téléphonique confirmé par mail	2 heures <u>ouvrées</u> maximum
<u>Maintenance corrective</u> Délai d'intervention	A compter de la prise en charge	8 heures <u>ouvrées</u> maximum
<u>Maintenance corrective</u> Délai de remise en ordre de marche sur site		16 heures <u>ouvrées</u> maximum
<u>Prestations associées et ponctuelles</u> Délai de réalisation	A compter de la réception du bon de commande	60 jours ouvrés maximum

Les délais applicables seront indiqués par le titulaire au Bordereau des délais, annexe à l'Acte d'engagement.

4-2-Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, en cas de dépassement des délais d'exécution ou d'intervention, par le fait du titulaire, celui-ci encourt les pénalités suivantes :

Nature des prestations	Point de départ des délais	Point de départ des pénalités	Montant des pénalités
<u>Maintenance préventive</u>	Selon le calendrier fixé avec l'Organisme	Selon le calendrier fixé avec l'Organisme	100 € HT par jour ouvré de dépassement
<u>Maintenance corrective</u> Délai de prise en charge d'un signalement	A compter de la réception de l'appel téléphonique de la CAF Gpe pour demande de prise en charge confirmé par mail	A l'expiration du délai proposé par le titulaire respectant le délai maximum de 2 heures ouvrées imposé par la CAF Gpe	15 € HT par heure ouvrée de dépassement
<u>Maintenance corrective</u> Délai d'intervention	A compter de la réception de l'appel téléphonique de la CAF Gpe pour demande de prise en charge confirmé par mail	A l'expiration du délai proposé par le titulaire respectant le délai maximum de 8 heures ouvrées imposé par la CAF Gpe	15 € HT par heure ouvrée de dépassement
<u>Maintenance corrective</u> Délai de remise en ordre de marche sur site	A compter de la prise en charge	A l'expiration du délai proposé par le titulaire respectant le délai maximums de 16 heures ouvrées imposé par la CAF Gpe	25 € HT par heure ouvrée de dépassement
<u>Prestations associées et ponctuelles</u>	A compter de la réception de la commande	Selon la date d'intervention initialement fixée avec l'Organisme	100 € HT par jour ouvré de dépassement

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC, les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

4-2-1 Pénalité pour travail dissimulé

Après mise en demeure préalable, si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 5 – Conditions Financières

5-1-Contenu des prix

Le marché est conclu à prix mixtes :

- Les prestations de maintenance préventive sont réglées par des prix forfaitaires indiqués au Bordereau des prix forfaitaires, annexe à l'Acte d'engagement. Le prix comprend le coût du déplacement et de la main d'œuvre.
- Les prestations de maintenance corrective sont réglées par application des quantités réellement exécutées aux prix unitaires fixés dans le Bordereaux des prix unitaires, annexe à l'Acte d'engagement. Des bons de commandes seront émis à compter de la survenance des besoins.
- Les prestations associées (Installation, déplacement ou récupération d'onduleur) sont réglées par application des quantités réellement exécutées aux prix unitaires fixés dans le Bordereaux des prix unitaires, annexe à l'Acte d'engagement. Des bons de commandes seront émis à compter de la survenance des besoins.
- Des prestations ponctuelles (Réalisation de diagnostics, de corrections de branchement, de réglages ou de paramétrages des matériels etc.) feront l'objet d'un devis prenant en compte les coûts horaires de la main d'œuvre et du forfait de déplacement inclus au bordereau de prix unitaires, annexe à l'Acte d'engagement. Ce devis sera, obligatoirement, soumis à l'Organisme pour

validation avant le commencement de la prestation. Après acceptation la CAF de la Guadeloupe établira le bon de commande correspondant au devis.

Les prix sont exprimés en euros hors taxe et tous frais compris. La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la livraison.

Les prix comprennent l'ensemble des frais supportés par le titulaire pour l'exécution de ses prestations. Ils incluent notamment les charges sociales, fiscales ou parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, tous les frais afférents au traitement de la commande, au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux. Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

5-2- Modalités de variation des prix

Les prix du marché sont fermes durant la première période d'exécution du marché.

Les prix du marché sont révisables au-delà de la première période.

Ils sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de notification, ce mois est appelé mois zéro.

Les prix seront révisés au premier janvier de chaque année, en application de la formule suivante :

$$P1 = P0 * (0.125 + (0.875 (S1/S0)))$$

Dans laquelle :

P1 prix révisé

P0 prix initial en vigueur lors de la notification

S1 dernier indice Syntec connu et non provisoire à la date de révision

S0 indice Syntec du mois de notification.

Par dérogation à l'article 10.2.2 du CCAG-TIC, et sous peine de forclusion, la demande de révision du prix est transmise par le titulaire à la CAF Guadeloupe au plus tard deux (2) mois avant la date anniversaire du marché.

Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation de ses tarifs pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

Les nouveaux prix s'appliquent toujours à la date anniversaire de la notification du marché. Les prix à payer sont ceux applicables à la date d'émission du bon de commande (dérogation à l'article 10.2.2 alinéa 3 CCAG TIC).

En tout état de cause, l'augmentation ne pourra être supérieure à 3% l'an.

5-3-Modalités de règlement

5-3-1- Etablissement des factures

La facturation s'effectuera après service rendu, après les opérations de vérification et sur présentation par le titulaire des factures conformes correspondantes.

Lorsque le titulaire remet au pouvoir adjudicateur une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement sont datées et comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- les nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- les livraisons effectuées et les prestations exécutées ;
- la date de livraison ou d'exécution des prestations ;
- le montant HT des prestations exécutées, éventuellement ajusté ou remis à jour et diminué des réfections fixées conformément aux dispositions de l'article 25.3 du CCAG TIC ;
- le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- le montant total des prestations ;
- les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les demandes de paiement seront envoyées via chorus pro :

Identifiant : 31456082200194

Structure : Caisse d'allocations familiales de la Guadeloupe

Les prestations complémentaires éventuellement introduites par voie de devis sont facturées à part et après leurs réalisations.

5-3-3- Délais global de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours. Celui-ci court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date (article 2 I.1° et 2. I.2° du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique).

Ce délai peut être suspendu par l'envoi d'un courriel indiquant les raisons – imputables au Titulaire – qui s'opposent au règlement. Ce règlement restera

suspendu tant que la totalité des justifications demandées ne sera pas parvenue à la CAF Guadeloupe.

Le(s) paiement(s) s'effectue(nt) dans le respect des règles comptables applicables aux organismes de sécurité sociale.

5-3-4- Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-FCS.

5-3-5- Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour de paiement et à l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement correspond au taux directeur semestriel (taux de refinancement ou Refi) de la Banque centrale européenne (BCE), en vigueur au 1er jour du semestre au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Article 6 - Conditions d'exécution des prestations

6-1-Nature des prestations

Elle inclut la maintenance préventive et corrective (déplacement, main d'œuvre, diagnostic et éventuellement la réparation si elle ne nécessite pas de fournitures autres que consommables et petits matériels).

Le titulaire est tenu de respecter les différentes dispositions législatives et réglementaires relatives à l'objet du marché, en vigueur à la date de notification du présent marché et à venir en cours d'exécution. En cas de réglementations nouvelles en cours du marché, le titulaire s'engage à une mise en conformité immédiate et le cas échéant, dans les délais impartis par les textes.

Pour les prestations non traitées forfaitairement dans le contrat de base, le candidat s'engage à fournir à la remise de prix, un bordereau détaillé des prix unitaires indiquant le coût du matériel et le coût horaire de main-d'œuvre, ainsi que le forfait de déplacement.

Les travaux « hors marché » nécessiteront obligatoirement un bon de commande.

Dans le cas où des travaux seraient confiés à une autre entreprise que le titulaire, une visite contradictoire d'état des lieux sera alors faite avant et après les travaux ; ces visites contradictoires sont comprises dans la partie forfaitaire du marché.

6-2-Lieu d'exécution

L'exécution des prestations aura lieu aux adresses listées à l'annexe 1 du CCTP.

6-3-Visite d'entretien

Les visites d'entretien seront sur rendez-vous (ou dans un calendrier prévisionnel de visite) et effectuées pendant la période d'ouverture des sites de la CAF Guadeloupe. Par ailleurs, lors de la venue sur site, le technicien devra informer le Responsable du Pôle Patrimoine de site de son arrivée et de son départ.

Article 7 - Garantie

Les prestations font l'objet d'une garantie minimale d'un an dont le point de départ est la notification de la décision d'admission. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 36 du CCAG-TIC.

Cette garantie concerne les installations neuves du matériel que le titulaire aura installé.

Article 8 - Vérifications

8-1 Décision après vérification

Les vérifications seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service conformément aux articles 29 à 32 du CCAG-TIC.

Les vérifications seront effectuées par un responsable du pouvoir adjudicateur.

8-2 Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC.

Article 9 – Résiliation

9-1 Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Cependant, par dérogation aux articles 47 et 51 du CCAG-TIC, en cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire ne percevra aucune indemnité y compris sur la partie forfaitaire de l'accord-cadre.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

9-2 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 10 - Litiges et différends

A défaut de règlement amiable et dans l'hypothèse où l'arbitrage ne pourrait donner lieu à un règlement du litige, ce dernier sera porté devant la juridiction de l'ordre judiciaire dont dépend le siège de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Pointe-à-Pitre
Rue Dugommier
97110 POINTE-A-PITRE
Téléphone : 0590 89 69 50
accueil.tj-pointe-a-pitre@justice.fr

Article 11 - Dérogations aux documents généraux

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP sont les suivantes :

- L'article 3-1 du CCAP à l'article 4.1 du CCAG
- L'article 4-1 du CCAP à l'article 14.2 du CCAG
- L'article 5-2 du CCAP à l'article 10.2.2 du CCAG
- L'article 9 du CCAP aux articles 47 et 51 du CCAG